



Fédération Droit Au logement – 29 Avenue Ledru-Rollin 75012 Paris
tél : 01 40 27 92 98 • <http://www.droitaulogement.org/>

Communiqué - Paris le 14 janvier 2025

Bayrou a ignoré les 330 00 sans abris, les 4 millions de mal-logé.es et les 2,7 millions de ménages demandeurs HLM !

F. Bayrou a présenté son projet de gouvernement. Pas une seule fois il n'a prononcé les mots :

- « **sans-abris** » alors que sévit une vague de froid,
- « **mal-logé.es** » ou « locataires » alors que les loyers, les expulsions et le surpeuplement battent des records, et que les droits des locataires et des DALOs sont piétinés,
- « **logement social** », tandis que jamais la demande HLM n'a été aussi élevée en France, la production aussi faible depuis 20 ans. Les démolitions HLM se poursuivent et les conditions de vie des locataires se dégradent...

Par contre les milieux immobiliers et les maires sont servis :

- **Soutien financier aux investisseurs immobiliers** et donc aux riches épargnants et aux groupes financiers et **soutien à l'accession à la propriété** en crise à cause du logement cher;
- **Soutien aux maires bâtisseurs** par des mesures financières et par la simplification des procédures d'urbanisme...

Il veut vendre le patrimoine public pour réduire la dette, ce sera donc au plus offrant et pas pour faire des logements sociaux. On se souvient que Sarkozy avait innové dans ce domaine, contraignant ensuite les administrations à louer leurs locaux au prix du marché, augmentant d'autant les dépenses de l'État à long terme.

Par contre, il n'a dit mot sur le nouveau record de dividendes acquis en 2024 par les actionnaires des entreprises du CAC40, qui avoisine désormais 100 milliards. Là, il y a ce qu'il faut pour résorber la dette de l'État, renforcer la protection sociale et agir contre la crise du logement !

Il a promis 15.000 logements étudiants par an. Faible aux vues des besoins et risque de cadeau au secteur privé au détriment du logement social étudiant.

Manifestement, la crise du logement et son cortège de victimes ne sont pas dans les urgences de M. Bayrou, et ses recettes nous promettent toujours plus de crise du logement.

En manif cet après-midi à l'Assemblée, malgré l'arrêté d'interdiction du Préfet de police (annulé ce matin par le juge), **nous serons vigilant.es sur le projet de loi Mayotte** qui arrive en séance dans une semaine, et nous serons mobilisé.es les semaines à venir pour faire valoir le droit à un logement stable, décent et abordable pour toutes et tous.

Un toit c'est un droit !